

DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR DE L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE,

Vu, l'article L. 1415-1 du Code de la santé publique,

Vu, l'article L. 756-2 du Code de l'éducation,

Vu, la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment ses articles 85 et 86,

Vu, le décret n° 2006-1546 du 7 décembre 2006 modifié relatif à l'Ecole des hautes études en santé publique,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 10,

Vu, le décret n° 2008-618 du 27 juin 2008 modifié relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, bénéficiant des responsabilités et compétences élargies,

Vu, la délibération n° 23/2017 du Conseil d'Administration du 12 octobre 2017 relative aux délégations d'attributions prévues à l'article 7 du décret du 7 décembre 2006,

Vu, l'arrêté du 4 août 2022 nommant Madame Marion AGENEAU, Directrice par intérim de l'École des hautes études en santé publique à compter du 1^{er} septembre 2022,

Vu, le contrat de recrutement de Madame Fleur CHAUMET en qualité de Directrice Adjointe du Laboratoire de recherche et d'analyse (LERES) en date du 1^{er} juin 2009,

Vu, la délibération n°42/2021 du Conseil d'Administration du 12 octobre 2021 approuvant la création d'une nouvelle entité « environnement et santé »,

Considérant la nécessité d'assurer la bonne gestion des services de l'établissement,

DECIDE

Article 1 – Champ de la délégation

Délégation permanente est donnée à Madame Fleur CHAUMET en sa qualité de Directrice adjointe du département des sciences en santé environnementale (SSE) à l'effet de signer les décisions et/ou actes suivants :

- Ordre de mission / états de frais
- Demande d'achat / de dépense
- Constatation du service fait
- Les titres de recettes jusqu'à 50 000 € HT.

Article 2 – Durée

La présente délégation entre en vigueur à la date de sa publication, ou de son affichage si celui-ci est plus tardif.

Elle cesse de plein droit si son titulaire perd la qualité de Directrice Adjointe du SSE ou lorsque la délégante cesse d'exercer les fonctions de Directrice par intérim de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique.

Article 3 – Exécution

La directrice par intérim, en sa qualité de délégante, le délégataire et l'Agent Comptable sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Rennes, le 30 août 2022

Vu, la Directrice Adjointe du SSE,

Fleur CHAUMET

**La Directrice par intérim de l'Ecole des
hautes études en santé publique**

Marion AGENEAU